

# Tunisie élections 2014 - L'argent illicite du parti islamiste tunisien Ennahdha ou l'inégalité des chances entre les candidats

Salah HORCHANI

28 octobre  
2014



1. Introduction 2. Ennahdha et l'argent qatarien 3. Ennahdha et l'argent de l'Oncle Sam 4. L'incapacité de la loi à moraliser l'argent politique, en général, et le financement des campagnes électorales, en particulier 5. Quand un historique d'Ennahdha, dissident, dénonce l'argent sale de ce parti 6. Qu'est-ce qu'Ennahdha ne ferait pas pour plaire à l'Oncle Sam ?

## 1. Introduction

Le but de cet article, écrit à l'occasion des élections générales en Tunisie qui auront lieu à partir du 26 courant, est de montrer, entre autres, comment les lacunes qui subsistent dans la loi tunisienne concernant le financement des campagnes électorales, le financement politique et le respect de l'égalité devant les moyens de propagande partisane ou électorale, principalement les dispositions non dissuasives, c'est le moins qu'on puisse dire, prévues pour la sanction des infractions à ladite loi, ont conduit cette loi à être trop manifestement et trop ostensiblement ignorée, tournée ou violée par Ennahdha. Rappelons que cette loi interdit, notamment, le financement étranger et le financement par des personnes morales ou des entreprises économiques, ce qui limite le financement privé aux seules personnes physiques et cela avec un plafond à ne pas dépasser. Quant aux dites lacunes, elles font de nos campagnes électorales et de l'engagement partisan, dans la logique d'Ennahdha, une course aux dinars, à l'américaine, et à l'argent suspect pour amadouer, pour ne pas dire acheter, l'électeur ou l'adhérent potentiel, plutôt qu'une course de confrontation des idées et des programmes pour solliciter, in fine, les suffrages des électeurs. En conséquence, ces lacunes font du poids de l'argent un influent immoral intolérable dans le choix des élus politiques de toutes catégories et, sans leur révision de fond en comble, il ne saurait y avoir de démocratie réelle dans notre pays.

En attendant, je suis persuadé que les électeurs démocrates sauront pour qui voter, afin d'essayer de corriger quelque peu les effets néfastes de cette concurrence déloyale sur la démocratisation de la vie politique dans notre pays, l'épanouissement de la responsabilité citoyenne,...., en un mot, sur le choix de société que va déterminer l'Assemblée du Peuple issue de ces élections.

## 2. Ennahdha et l'argent qatarien

Deux des chevaux de Troie de l'invasion culturelle partisane du petit Qatar à travers la planète sont constitués par la diplomatie de charité et le soutien, de tous ordres, aux mouvances islamistes, et la Tunisie n'a pas été épargnée par cette invasion ; bien au contraire, à tel point qu'on est arrivé à se demander si ce pays à l'Histoire trois fois millénaires, un des principaux berceaux de la Civilisation universelle n'était pas devenu, avec la complicité d'Ennahdha et ses appendices, un protectorat parmi tant d'autres de ce Qatar, minuscule pays surgi du

désert, il y a moins d'un demi-siècle, qui s'obstine à affirmer sa volonté de dominer le monde, en général, et le monde arabo-musulman, en particulier. Cette domination est facilitée par l'allégeance prouvée de certains hommes politiques et leurs partis à ce pays au vivre-ensemble moyenâgeux par les coutumes et les lois, et, au milieu de cette situation religio-géopolitique, la Tunisie est apparue, pendant le pouvoir islamiste, dirigé par le parti Ennahdha, qui a sévi pendant trois années dans ce pays, avant que les forces de progrès le « dégage », comme étant l'élève exemplaire et l'exemple de cette domination. Le talon d'Achille de cette diplomatie et ce soutien résident, d'une part, dans le comportement des réceptionnistes des faveurs du Qatar qui, souvent, en font trop pour plaire plus à leurs souteneurs, en espérant en tirer plus et, d'autre part, dans la qatarophobie qui pourrait naître au sein des populations, conséquence de ces ingérences et de ce comportement. Cette allégeance et ce besoin de trop plaire au Qatar ne sont pas propres aux islamistes, puisque, par exemple, le Président provisoire de la République tunisienne, candidat à sa propre réélection, Moncef Marzouki, est un qatarophile notoire [1]. Je n'en dis pas plus, pour le moment, en ce qui concerne ce dernier, et cela, afin de respecter l'engagement que j'ai pris envers lui, exprimé par le message [2], publié, le 10 octobre 2014, sur ma Page Facebook. Je lui consacrerai, spécialement, un article après cette date, qui coïncide avec le lendemain des élections législatives, et avant le premier tour des élections présidentielles fixé au 23 novembre 2014.

Les pétro-machins qatariens, ou bien en provenance des monarchies pétrolières, en général, qui renflouent les caisses des islamistes tunisiens, ou bien des islamistes de la planète, en général, empruntent, principalement, trois chemins . Le premier est un cheminement direct du protecteur-manipulateur-bailleur-de-fonds au protégé, de la main à la main, quand ce dernier est une entité organisée (parti politique, organisation islamiste, y compris terroriste,...), le deuxième est un cheminement via une multitude d'associations, soi-disant, caritatives qui ont poussé comme des champignons, pour ce qui concerne la Tunisie, depuis la Révolution, pendant le passage des islamistes au pouvoir, alors qu'en réalité, il s'agit d'usines à lavages de cerveaux , de centres d'endoctrinement et, pour certaines, de recrutement de terroristes pour le « marché » local ou international. Quant au troisième, il se fait via les pots-de-vin (expression malencontreusement pas catholique pour des islamistes !), les transactions financières contestables ou les marchés douteux.

Un exemple caractéristique du premier type de cheminement de cet argent sale est le chèque de 150 millions de dollars (je dis bien « 150 millions de dollars » ) que l'ex Émir du Qatar, Hamad Ben Khalifa al Thani , avait remis à Rached Ghannouchi, comme le mentionne la page 198 du livre de Georges Malbrunot et Christian Chesnot [3]. À titre de comparaison, le budget public total, alloué pour la campagne électorale à tous les candidats aux élections législatives qui vont se dérouler dimanche prochain, s'élève à 12 millions de dinars tunisiens [4] , ce qui équivaut à 6,7 millions de dollars, sachant qu'un dollar vaut, environ, 1,8 dinars tunisiens. Autrement dit, le montant du chèque que l'ex Émir du Qatar a remis à Rached Ghannouchi est égal à plus de 22 fois le montant global du financement public consacré à la campagne pour les élections législatives 2014 !

En relation avec le deuxième type de cheminement, il faut souligner que c'est ce genre d'associations, à budgets autant mystérieux qu'opaques, qui a toujours essayé, et qui essaye encore, de piéger et gangréner l'Islam dans les pays où il est une religion minoritaire. En outre, c'est une association de cette classe, encouragée par l'occupant israélien, dans le but d'affaiblir la gauche palestinienne, qui a permis au Hamas de naître et devenir ce qu'il est aujourd'hui [5]. En Tunisie, de temps à autre, ces associations laissent filtrer, de façon grossière, dans les médias leur soi-disant volet de bienfaisance en mettant en exergue telle ou telle de leurs œuvres de charité. Ainsi, à l'occasion du dernier Aïd-El-Kébir qui a été fêté le 4 courant, on a appris par la presse que, entre autres, les associations *Tunisia Charity* et *Secours Islamique*, largement financées par le Qatar, ont offert gracieusement des centaines de moutons à leurs « sympathisants » ! [6].

Le troisième type de cheminement de cet argent sale puise son essence, en réalité, dans les marchés douteux, les malversations sous toutes ses formes et le bradage de notre patrimoine de tous genres (touristique, commercial, industriel,...), et cela pendant la parenthèse de pouvoir islamiste. L'exemple caractéristique de ce type de cheminement est celui de l'affaire de la raffinerie de pétrole de Skhira. Au mois d'avril 2012, Anonymous Tunisie avaient révélé de nombreux courriels des dirigeants d'Ennahdha, dont certains mettaient en évidence des affaires financières troubles. L'un de ses dirigeants, Kamel Ben Amara, élu à l'Assemblée Nationale Constituante, ancien membre de la Commission à l'énergie et ancien employé chez Qatar Petroleum, disposant d'un compte ouvert dans une banque islamique du Qatar, est soupçonné d'avoir facilité l'attribution du marché de la raffinerie de pétrole de Skhira à Qatar Petroleum. Les conditions d'octroi de cette concession "de gré à gré, sans appel

d'offre, sans respect des lois en vigueur ni des règles de concurrence loyale" ont été dénoncées par l'Association tunisienne pour la transparence financière [7].

### **3. Ennahdha et l'argent de l'Oncle Sam**

Le fait dont on est certain, commun à l'Oncle Sam et au Qatar, c'est que les deux furent, à coup sûr (et le sont, certainement, encore), parmi les principaux bailleurs de fonds des partis islamistes de la région dont, évidemment, Ennahdha. L'Oncle Sam l'a reconnu, explicitement, par la bouche de William Taylor, le Chargé de la Transition démocratique dans les Pays du Printemps Arabe au sein du Département d'État étasunien, diplomate, mais militaire de formation, qui fut représentant de l'Oncle Sam auprès de l'OTAN, agent des Services de renseignement en poste à l'étranger et plusieurs fois ambassadeur. William Taylor a avoué le 31 janvier 2012, lors d'un entretien avec le quotidien tunisien en langue arabe Assabah [8], à la veille d'une de ses visites en Tunisie, "que Washington versait des sommes d'argent importantes au Parti Tunisien Ennahdha". Il a également affirmé que « Les relations entre les États-Unis et Ennahdha ne datent pas d'aujourd'hui » en précisant que « l'administration étasunienne a établi des liens avec ce parti depuis la période Bush fils ». Il a expliqué que ces relations ont débuté par des pourparlers entre les deux camps jusqu'à atteindre le versement d'aides financières. William Taylor a ajouté que ces versements concernent, également, des partis islamistes d'autres pays, mais, sans les citer et sans préciser les pays concernés : « Washington a des liens avec les responsables islamistes des différents pays de la région, comme la Tunisie, l'Égypte et d'autres pays ». Il a précisé que ses relations existent toujours.

D'ailleurs, les câbles de Wikileaks avaient déjà signalé l'existence de relations suivies entre Rached Ghannouchi et l'Oncle Sam [9].

### **4. L'incapacité de la loi à moraliser l'argent politique, en général, et le financement des campagnes électorales, en particulier**

Le 11 octobre 2014 s'est tenu, à Tunis, un Séminaire intitulé « Le contrôle des financements des campagnes électorales », organisé par l'Association des Magistrats Tunisiens (AMT) avec le soutien de la Fondation Hanns Seidel [10]. D'après les participants à ce Séminaire, des lacunes subsistent dans la loi, et cela malgré le renforcement des compétences juridiques de la Cour des Comptes en matière de contrôle du financement des campagnes électorales. Plusieurs intervenants ont exprimé leur souhait de rendre plus fermes les dispositions prévues par la loi électorale actuelle pour la sanction des infractions en matière de financement de ces campagnes, car, comme l'a rappelé Raoudha Karafi, Présidente de l'AMT, « selon la législation tunisienne en vigueur, les contrevenants encourent une simple amende, à la portée des moyens, notamment des grands partis, ce qui n'est pas assez dissuasif », estimant qu'il aurait été plus efficace de prévoir, également, des mesures d'invalidation des listes des candidats, en cas d'infraction ; « certains pays ont prévu de pareilles mesures d'invalidation » a-t-elle précisé, en ajoutant « il s'agit, principalement, de prévenir, et non pas de sévir ». Aussi, elle a affirmé que la loi électorale actuelle a besoin d'être amendée afin de mieux cerner la question du financement des campagnes électorales et de l'argent politique en général.

D'ailleurs, la Cour des Comptes a rendu publiques, récemment, les difficultés qu'elle rencontre pour déterminer les sources de financement des partis politiques. Pour y remédier, elle compte proposer des recommandations pour réviser les textes juridiques, l'objectif étant de contraindre les partis politiques à faire preuve d'un surcroît de transparence dans la publication de leurs rapports financiers [11].

### **5. Quand un historique d'Ennahdha, dissident, dénonce l'argent sale de ce parti**

Déjà le rapport de la Cour des Comptes sur les élections à l'Assemblée Nationale Constituante renforce les soupçons quant à l'existence de financements occultes concernant Ennahdha, relançant, ainsi, l'existence d'un financement en provenance de régimes ou d'organisations islamistes basés dans le Moyen Orient [12]. Selon les éléments transmis par Ennahdha à la Cour, le parti aurait dépensé 400 000 dinars pour ces élections, dont 171 000 dinars tunisiens au titre du financement public. Un montant qui n'a pas convaincu plusieurs membres de la Cour, doute justifié au regard du train de vie d'un parti très riche que mène Ennahdha : des meetings et des rencontres quasi-quotidiennes avec ses partisans à travers tout le pays, dans des salles prestigieuses à coût de

location très élevé, des bus touristiques pour acheminer ses sympathisants des autres régions, souvent, fort éloignées, des ouvertures de bureaux poussant comme des champignons, des tracts et des gadgets de tous genres distribués lors de chaque manifestation, des caravanes de solidarité vers des zones défavorisées à l'intérieur du pays constituées de bus, de camions et de voitures particulières,..., sans oublier la rémunération des participants à ses manifestations, en argent liquide ou sous une autre forme, par exemple, en un repas annoncé et servi dans un restaurant proche du lieu du rassemblement [13] ; sans oublier, aussi, l'agneau offert, lors de l'Aïd-El-Kébir, la prise en charge des frais de mariage, circoncision, rentrée scolaire, factures impayées,...

Qui plus est, selon lesdits éléments transmis par Ennahdha à la Cour, « onze listes Ennahdha, en compétition dans la trentaine de circonscriptions, n'ont pas enregistré de dépenses liées à plusieurs manifestations publiques qui ont bel et bien été tenues. De même, huit listes Ennahdha ne présentent aucune dépense de transports, et dix-sept listes Ennahdha ne font figurer aucune dépense au titre de la communication électorale – laissant donc supposer que ces frais étaient supportés par d'autres structures » [12].

Une constante concernant l'origine du budget d'Ennahdha réside dans le fait que chaque fois que Rached Ghannouchi et ses lieutenants sont questionnés, par les médias nationaux ou étrangers, sur le financement des activités de leur parti, ils restent très évasifs en évoquant les contributions des adhérents. Ce n'est pas le point de vue d'Ahmed Manai, figure historique du mouvement islamiste tunisien et dissident d'Ennahdha [14], qui voit, lui, dans ce train de vie l'argent sale de ce parti [15].

## **6. Qu'est-ce qu'Ennahdha ne ferait pas pour plaire à l'Oncle Sam ?**

Ennahdha, convaincue, pour le moment, qu'elle serait rien sans l'appui de l'Oncle Sam et que les élections se gagnent ou se perdent, aussi, de l'extérieur, selon l'engagement des pays étrangers influents, a décidé d'employer les gros moyens pour améliorer son image auprès de lui et de ces pays. Pour ce faire, elle a engagé Burson-Marsteller, le géant international de communication et de relations publiques, connu et réputé pour ses services de lobbying et de gestion de crises [16], avec plus de six décennies d'expérience en fabrication d'images agence qui a compté parmi ses clients les sinistres régimes du dictateur roumain Ceausescu et de la dictature militaire argentine dans les années 70. Burson-Marsteller empochera la bagatelle de 32 millions de dinars tunisiens de la part d'Ennahdha, évidemment réglée en devises étrangères dont l'origine est un secret de polichinelle, pour « *Assister le mouvement islamiste [Ennahdha] dans ses activités de sensibilisation des médias et à soigner ses relations publiques aux Etats-Unis, au Royaume Uni et dans d'autres pays* », pendant les élections tunisiennes 2014, d'après la mission assignée à ladite agence [17]. Dit clairement, la mission de Burson-Marsteller est « *de stimuler [l'image d'Ennahdha] aux Etats-Unis en vue des élections qui pourraient voir le retour du parti islamiste au pouvoir* » [18] et de convaincre ces pays de la véracité de la rengaine chantée par les hauts responsables d'Ennahdha à toute occasion, surtout quand ils se trouvent à l'étranger, rengaine qui se résume en « *Nous confirmons en Tunisie à travers la réalité qu'il est possible d'être arabe, islamiste et démocrate* » (dixit Rafik Abdesslem-Bouchlaka, notre illustre ministre des affaires étrangères de l'époque, fin janvier 2012, au Forum économique de Davos).

À titre de comparaison et pour pouvoir imaginer les moyens colossaux dont dispose Ennahdha, par rapport à ceux de ses concurrents, rappelons que le montant global du financement public consacré à la campagne pour les élections législatives 2014 est égal à 12 millions de dinars tunisiens, financement consacré à toutes les listes candidates sur les 27 circonscriptions électorales du pays et les 6 circonscriptions basées à l'étranger. À titre de comparaison et pour pouvoir se rendre compte de la fourberie d'Ennahdha, rappelons le montant global qu'elle a transmis à la Cour des Comptes concernant toutes ses dépenses pour les élections 2011 à l'Assemblée Nationale Constituante : 400 000 dinars tunisiens dont 171 000 au titre du financement public ! Que valent tous ces montants à côté des 32 millions de dinars tunisiens qu'Ennahdha va remettre à Burson-Marsteller pour soigner son image auprès de l'Oncle Sam ?

Burson-Marsteller a signé le contrat concernant cette affaire avec le bureau londonien d'Ennahdha représenté par un certain Ifhat Smith [19], contrat qui a été approuvé par le ministère américain de la justice. Les premières retombées de ce contrat furent l'organisation de la dernière tournée de Rached Ghannouchi aux États Unis d'Amérique [18] et un reportage de la chaîne CNN, dont on trouvera un extrait dans [20], donnant une image très positive et d'Ennahdha et de son passage au pouvoir, passant sous silence, entre autres, son passé terroriste [21]

et les assassinats politiques perpétrés pendant ce passage.

Alors, Mesdames et Messieurs les membres de l'ISIE [22] et Mesdames et Messieurs les juges de la Cour des Comptes, le Peuple a le droit de savoir, avant les élections, quelles conséquences vous allez tirer du dépassement monumental et flagrant du plafond des dépenses électorales induit par ces honoraires de 32 millions de dinars tunisiens qu'Ennahdha aurait versé à l'agence Burson-Marsteller, d'autant plus que le point 7 dudit contrat [19] spécifie bien que cet accord s'intègre dans le cadre des élections 2014.

[1] Voir le chapitre 4, intitulé « *Qatarophilie du Président Tunisien et qatarophobie de son Peuple* », du lien suivant :

<http://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/le-qatarisme-ce-fl...>

ainsi que la note intitulée « *Note ajoutée le 23 septembre 2014 : le Président-candidat serait un agent du Qatar et de l'organisation des Frères Musulmans !* » paru dans le lien suivant :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/salah-horchani/210914/tunisie-premier-m...>

[2] *Message à Monsieur le Président provisoire de la République*

*Je m'engage solennellement devant la République et les citoyens à vous oublier complètement jusqu'au petit matin du 27 courant, date à laquelle je reprendrai mon bâton de pèlerin vous concernant !*

[3] Georges Malbrunot et Christian Chesnot : *Qatar : les secrets du coffre-fort* (Michel Lafon, Paris, 2013).

[4] <http://www.tap.info.tn/fr/index.php/politique/elections-legislatives/3...>

[5] <http://www.legrandsoir.info/Trilogie-Israelienne-3-De-la-Pax-israelia-...>

[6] Voir, par exemple :

[http://www.businessnews.com.tn/details\\_article.php?t=520&a=49539&a...](http://www.businessnews.com.tn/details_article.php?t=520&a=49539&a...)

[7] [http://www.rtf.be/info/monde/detail\\_tunisie-comment-le-parti-islamist...](http://www.rtf.be/info/monde/detail_tunisie-comment-le-parti-islamist...)

[8] Voir un résumé (en arabe) de cet entretien dans le lien suivant :

<http://www.numidianews.com/ar/article&nbsp;9895.html>

[9] <http://thalasolidaire.over-blog.com/article-financement-des-partis-pol...>

[10] <http://www.letemps.com.tn/article/86785/infractions-aux-r%C3%A8gles-de...>

[11] <http://www.leconomistemaghrebin.com/2014/10/14/tunis-cour-comptes-diff...>

[12] <http://owni.fr/2012/09/10/l-argent-cache-d-ennahdha-tunisie/>

[13] <http://www.tuniscope.com/article/21351/actualites/societe/participants...>

<https://www.facebook.com/photo.php?fbid=812815915406063&set=a.4031...>

[14] [http://www.huffpostmaghreb.com/walid-hasni/ahmed-manai-une-des-princ\\_b...::](http://www.huffpostmaghreb.com/walid-hasni/ahmed-manai-une-des-princ_b...::)

[15] [http://www.businessnews.com.tn/details\\_article.php?t=519&a=37612&temp=3](http://www.businessnews.com.tn/details_article.php?t=519&a=37612&temp=3)

[16] [http://www.huffpostmaghreb.com/2014/09/25/campagne-ennahdha\\_n\\_5882756.html](http://www.huffpostmaghreb.com/2014/09/25/campagne-ennahdha_n_5882756.html)

[17] <http://www.agenceecofin.com/institutionnel/3009-23135-tunisie-burson-ma...>

[18] <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/09/tunisia-islamist-lob...>

[19] <http://www.fara.gov/docs/6227-Exhibit-AB-20140918-5.pdf>

[20] <https://www.facebook.com/video.php?v=1624139457812842&set=vb.10000...>

[21] Voir, par exemple, mon poème intitulé « *Tunisie - Ennahdha, c'est aussi de l'islamisme conjugué avec le terrorisme et le mercantilisme* », paru sous le lien suivant :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/salah-horchani/061014/tunisie-ennahdha-...>

[22] L'ISIE (Instance Supérieure Indépendante pour les Elections (ISIE) est une instance publique indépendante dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière et administrative et dont la mission principale consiste à superviser les élections et à assurer des élections démocratiques, pluralistes, honnêtes et transparentes, en assurant, entre autres, l'égalité entre tous les candidats et candidates.